



Charte « chantier propre »

CONSTRUCTION NEUVE ET REHABILITATION

Version du 01 février 2016

Cette charte « chantier propre » est établie dans la continuité de la démarche qualité engagée par le groupe ADIS et annexée aux dossiers d'appels d'offres - la charte de chantier propre est une pièce constitutive du marché de construction neuve et/ou de réhabilitation.

Les objectifs contractuels sont présentés dans ce document, les modalités d'application sont à préciser lors de la phase de préparation du chantier.

SOMMAIRE

1. DEFINITION DES OBJECTIFS

2. MODALITES DE MISE EN PLACE

3. REGLEMENTATION

4. ORGANISATION DU CHANTIER

4.1 ZONAGE DU CHANTIER

4.2 PROPRETE DU CHANTIER

4.3 STATIONNEMENT DES VEHICULES DES INTERVENANTS

4.4 ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON

5. GESTION DES DECHETS

5.1 LIMITATION DES VOLUMES ET QUANTITES DE DECHETS

5.2 COLLECTE DES DECHETS

6. REDUCTION DES NUISANCES

6.1 LIMITATION DES NUISANCES SONORES

6.2 LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES ET DE BOUE

6.3 LIMITATION DES POLLUTIONS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT LOCAL

6.4 LIMITATION DES POLLUTIONS VISUELLES ET OLFACTIVES

7. CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

8. SENSIBILISATION DES PERSONNELS DU CHANTIER

9. PENALITES

1. DEFINITION DES OBJECTIFS

- Tout chantier génère des nuisances sur son environnement proche. L'enjeu d'un « chantier propre » est d'optimiser la gestion des déchets et de limiter les nuisances pour les occupants, les riverains, les intervenants sur le chantier et pour l'environnement en général.
- Par conséquent, tout en respectant les pratiques professionnelles du BTP, les entreprises adjudicataires et leurs sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre des méthodes de travail qui permettront de répondre aux objectifs suivants :
 - ✓ Limiter les risques et nuisances causés aux intervenants, aux occupants des locaux et aux riverains du chantier ;
 - ✓ Limiter tout type de pollution ayant des effets sur l'environnement ou la santé des personnes ;
 - ✓ Limiter la quantité et le volume des déchets produits, assurer la traçabilité et rechercher la valorisation ;
 - ✓ Améliorer les conditions de travail et de confort des intervenants, des occupants et des riverains.

2. MODALITES DE MISE EN PLACE

- Cette charte fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. Elle est annexée à l'acte d'engagement et au CCAP.
- Cette charte s'applique à toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le Maître d'Ouvrage (sous-traitance).
- La Maîtrise d'Œuvre est chargée de l'application et du suivi de la présente charte. Elle sera assistée du coordinateur SPS.
- Cette charte ne se substitue pas à la réglementation en vigueur.

3. REGLEMENTATION

Les travaux doivent être exécutés conformément aux règlements et principaux textes en vigueur :

- Code du travail relatif à la protection des travailleurs contre les bruits de chantier ;
- Arrêté relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier ;
- Loi relative à la lutte contre le bruit ;
- Décret relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagers dans les eaux superficielles, souterraines et de mer ;
- Décret concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées ;
- Loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Loi complétant et modifiant la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Décret relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets ;
- Décret relatif à la classification des déchets ;
- Plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux.

Les renvois aux réglementations susmentionnées ne sont pas exhaustifs.

4. ORGANISATION DU CHANTIER

4.1. ZONAGE DU CHANTIER

- Au cours de la phase préparatoire du chantier, l'entreprise du lot gros œuvre, en lien avec le lot revêtement de façades propose un plan d'installations de chantier, en concertation avec la Maîtrise d'Œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage, et validé par le coordinateur SPS.
- Sur ce plan, sont définies et délimitées les différentes zones du chantier suivantes :
 - ✓ les stationnements ;
 - ✓ les cantonnements ;
 - ✓ les aires de livraison et stockage des approvisionnements ;
 - ✓ les aires de fabrication ou de livraison du béton ;
 - ✓ les aires de manœuvre des grues ;
 - ✓ les aires de tri et stockage des déchets ;
 - ✓ les schémas de principe d'organisation de chantier par phases.
- Le plan délimitant les différentes zones du chantier et précisant les modalités d'organisation est affiché à l'entrée du chantier.
- Les demandes de branchements relatives aux installations communes de chantier, et toutes les autorisations de voirie sont à faire par l'entreprise définie au CCAP (ou au CCTP commun), ou par l'entreprise de travaux concernée, et à ses frais, dans un délai compatible avec le démarrage effectif du chantier et en respect des délais contractuels.
- Le chantier est entièrement clos par des grilles de type HERAS ou opaques, suivant CCTP, et muni d'un portail d'accès, qui devra être fermé tous les soirs et les Week-end.

4.2. PROPRETE DU CHANTIER

- Le chantier est maintenu propre de la phase de préparation à la livraison. Les entreprises doivent proposer les procédés permettant d'atteindre cet objectif (mise en place de filets de protection sur les bennes contenant des déchets susceptibles de s'envoler, tri des déchets par les corps de métier producteurs et coup de balai en fin de journée avant de quitter le chantier...) et doivent prévoir les moyens humains nécessaires pour assurer cet entretien.
- Dans le cadre des chantiers de réhabilitation une attention toute particulière doit être portée aux parties communes comme aux logements. Outre, une remise en état quotidienne en adéquation avec leur usage qui peut supposer notamment l'usage de serpillère ou d'aspirateur (fournis par l'entreprise) l'intervention en elle-même doit être adaptée aux conditions particulières de réalisation en site occupé : protection du mobilier et/ou des sols par film plastiques, déplacements de meubles, organisation du poste de travail évitant la dispersion des outils et/ou des matériaux utilisés...etc.
- Le nettoyage des accès, des zones de passage et de stockage, des zones de travail, est effectué régulièrement. Les modalités de nettoyage sont définies lors de la phase de préparation du chantier, et les frais engendrés sont répartis entre les entreprises par le compte prorata.
- L'installation de sanitaires à destination du personnel est obligatoire. Ils doivent être entretenus régulièrement. Une visite de contrôle et le nettoyage hebdomadaires sont assurés par l'entreprise du lot gros œuvre ou par l'entreprise chargée de maintenir la pérennité des installations de chantier et de sécurité après le départ du maçon ; tel que précisé au CCAP ou au CCTP commun.

4.3. STATIONNEMENT DES VEHICULES DES INTERVENANTS

- Le stationnement des véhicules du personnel s'effectue strictement dans la zone prévue à cet effet et en aucun cas en dehors de la zone définie pour le chantier, ni sur le domaine public extérieur, et ce afin de ne produire aucune gêne ou nuisance ni sur la voirie, ni pour le voisinage.

Ces mesures ne pourront faire l'objet d'une dérogation qu'en concertation avec la commune et avec l'accord formalisée de cette dernière

4.4. ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON

- Toutes les autorisations de police ou d'emprise de voies publiques sont à la charge des entreprises, tant sur le volet administratif que financier.
- Une signalétique claire est réalisée et mise en place par l'entreprise du lot Gros œuvre ou à défaut celle précisée au CCAP/CCTP. Elle indique l'itinéraire d'accès au chantier et les accès de livraison.
- Chaque entreprise est responsable du comportement de ses fournisseurs sur le chantier. Elle doit donc les tenir informés des règles et fonctionnements à respecter sous peine de se voir infliger les pénalités financières de non-respect de ces règles.
- Les horaires et accès de livraison sont définis pour éviter les heures de pointe ou les heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

4.5. CHANTIERS ECONOMES EN FLUIDES

- Concernant la consommation d'eau du chantier, une vanne d'arrêt sera mise en place en sortie immédiate du compteur de chantier afin de prévenir les fuites. Une vigilance sera apportée en permanence concernant d'éventuelles fuites d'eau afin d'éviter les gaspillages.

5. GESTION DES DECHETS

5.1. LIMITATION DES VOLUMES ET QUANTITES DE DECHETS

- L'entreprise choisit de préférence des techniques adaptées aux systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage) générant peu de déchets.
- L'entreprise évite d'utiliser du polystyrène pour la réalisation des boîtes de réservation et privilégie d'autres matériaux (béton cellulaire par exemple).
- Les rebuts et chutes de bois sont limités (généralisation de coffrages métalliques, découpe en atelier, retour aux fournisseurs des palettes de livraison).
- L'entreprise organise la gestion des déchets d'emballages dès la passation des marchés avec ses fournisseurs.
- Les approvisionnements des matériaux sont régulés et entreposés à l'écart pour limiter la casse au stockage.
- Une attention toute particulière est portée à la minimisation de la production de déchets dangereux par le choix de techniques, de matériaux et de produits adéquats, préservant l'environnement.

5.2. COLLECTE DES DECHETS

- Les modalités de collecte des déchets sont validées avec l'ensemble des entreprises, la Maîtrise d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage lors de la préparation du chantier.
- Chaque entreprise doit trier ses propres déchets sur son lieu de travail et les transporter quotidiennement dans les bennes de tri sélectif disposées sur le chantier.
- L'entreprise du lot gros œuvre à la responsabilité de la collecte, du transport et de l'optimisation technique, économique et réglementaire des déchets du chantier vers les filières de tri, d'élimination ou de valorisation.
- Régulièrement, une intervention d'évacuation collective des déchets est organisée à l'initiative de l'entreprise du lot gros œuvre. L'entreprise transmet les bordereaux de suivi des déchets (BSD) ou bons de pesée au Maître d'Ouvrage.
- L'implantation des bennes et conteneurs doit figurer sur les plans remis par le lot Gros Œuvre lors de la mise en place de chaque phase de chantier.
- Les bennes sont clairement identifiées grâce à la mise en place par l'entreprise du lot Gros Œuvre de pictogrammes adossés sur chaque benne, du type de ceux fournis par la Fédération Régionale du Bâtiment.
- Sur les chantiers où l'espace le permet, des aires de stockage sont aménagées pour recevoir les contenants suivants :
 - ✓ Déchets emballages non souillés : emballages carton et/ou plastique, films étirables non souillés (pas de bidons vides ou fûts) ;
 - ✓ Déchets métaux et ferraille : fers à béton, chutes d'éléments métalliques (cuivre, inox, plomb, aluminium), charpente métallique ;
 - ✓ Déchets inertes : parpaings, béton, briques, carrelage, faïence, verre ordinaire (si accepté par l'éliminateur), pierre (pas de laine minérale, ni plâtre ou matériaux inertes mélangés avec du plâtre) ;
 - ✓ Déchets non dangereux (anciennement DIB) : tout venant non recyclable n'entrant dans aucune des catégories précédentes (laine de verre et de roche, faux plafond, polystyrène, PVC), plâtre ou matériaux inertes mélangés à du plâtre, bois non traité, stratifié ;
 - ✓ Déchets industriels spéciaux (DIS) : Peinture et vernis, solvants, huiles de décoffrage, goudrons et dérivés, et leurs emballages. (fûts, bidons refermés et pots de peinture avec couvercles), consommables et films étirables souillés ;
 - ✓ Poubelles pour déchets ménagers des repas du personnel.
- Pour les petits chantiers, où la place est restreinte, les déchets sont acheminés vers un centre de tri spécialisé. Cependant il convient de réaliser un pré-tri à minima afin de séparer les déchets inertes, des déchets non dangereux et des déchets dangereux.
- Afin d'optimiser au maximum le coût de cette démarche, la nature, le nombre et le volume de bennes peut varier en fonction des phases d'avancement du chantier selon l'évaluation de l'entreprise du lot Gros Œuvre.
- Chaque entreprise est responsable de ses déchets. Le nettoyage du chantier est à la charge des entreprises et devra être effectué dans les 24H après demande du Maître d'Ouvrage. Sans réactivité dans ce délai, une entreprise de nettoyage extérieure sera missionnée, à la charge des entreprises solidairement responsables dans le cadre du compte prorata ou à l'entreprise fautive si elle est clairement identifiée.

6. REDUCTION DES NUISANCES

6.1. LIMITATION DES NUISANCES SONORES

- La réflexion sur la réduction des niveaux sonores est conduite dès la phase préparatoire du chantier : situation des points d'accès et d'attentes des camions de livraisons, positionnement des aires de stockage, positionnement des postes fixes bruyants.
- Il convient d'organiser et de planifier les livraisons (et notamment, éliminer les attentes).
- En ce qui concerne les niveaux sonores à ne pas dépasser et les horaires de chantier, outre la conformité aux arrêtés municipaux ou préfectoraux, en vigueur, les plages de travail suivantes devront être respectées, sauf contre-indications faites par le Maître d'Ouvrage.

Matin : 8H-12H30

Après-midi : 13H30-18H

Le travail les dimanches et jours fériés est strictement interdit.

- L'entreprise met en œuvre de façon privilégiée des techniques permettant de limiter les niveaux sonores : utiliser de préférence des matériels électriques, ne pas utiliser de groupes autonomes ou électrogènes, mettre en place des écrans sonores, préparer et découper les matériaux en atelier, ...
- Les niveaux sonores du matériel utilisé sont réduits par l'utilisation d'engins et d'outils performants et conformes à la réglementation sur les émissions sonores des engins de chantier.
- L'entreprise veille au port de protections auditives individuelles par son personnel.
- Les niveaux de bruits seront respectés suivant la réglementation en vigueur.

6.2. LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES ET DE BOUE

- L'entreprise assure le décrottage éventuel des roues des véhicules et engins préalablement à leur sortie du chantier. Pour se faire, une rampe en concassé est réalisée en sortie de chantier par l'entreprise du lot gros œuvre ou VRD, suivant CCAP ou CCTP préambule.
- Toute salissure de la voie publique doit être nettoyée sans délai, éventuellement par l'intervention d'une balayeuse de voirie aux frais de l'entreprise. Toute infraction constatée fait l'objet de pénalités.
- L'arrosage régulier du sol par temps sec est effectué par l'entreprise du lot gros œuvre afin d'éviter l'émission de poussières.

6.3. LIMITATION DES POLLUTIONS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT LOCAL

Tout rejet dans le milieu naturel de produits polluants est formellement interdit.

- L'entreprise met en place des bacs ou autres dispositifs de rétention, ou des installations fixes de lavage avec collecte des eaux pour le nettoyage des outils et bennes à béton.
- L'entreprise assure la collecte et le retraitement des divers fluides nécessaires à la marche des engins de chantier (carburant, huiles, graisses,...).
- Les eaux usées des sanitaires ne doivent pas être relâchées dans l'environnement.
- Les eaux de ruissellement et les eaux usées sont canalisées vers le réseau d'assainissement. Les zones de stagnation des eaux de ruissellement sont évitées.
- Les eaux de fouille sont pompées, puis orientées vers des fosses de décantation.
- Les déchets alimentaires doivent être évacués dans les containers spécifiques et non pas évacués avec les déchets de chantier.
- L'utilisation d'huiles de décoffrage végétales est privilégiée et les conditions de mise en œuvre font l'objet d'une attention particulière.
- L'entreprise prend toute disposition nécessaire à la sauvegarde des arbres et à la protection des plantations (installation de protection, sensibilisation et formation du personnel conduisant les engins de terrassement et manutention).
- L'eau est utilisée de manière contrôlée et rationnelle, le coût étant à la charge des entreprises et réparti dans le compte prorata.

6.4. LIMITATION DES POLLUTIONS VISUELLES ET OLFACTIVES

- L'entreprise du lot gros œuvre met en place des clôtures de chantier et veille à leur entretien (et notamment la suppression des affiches et des graffitis).
- Les entreprises assurent un nettoyage régulier des voiries et abords du chantier au titre du compte prorata.
- L'envol des déchets est maîtrisé par la mise en place de grillages autour des zones de stockage et la pose de filet sur les bennes de déchets (notamment les emballages).
- Les entreprises veillent à réduire les nuisances olfactives en respectant l'interdiction de brûlage des déchets sur le chantier, en portant une attention particulière au ravitaillement des engins de chantiers (fluides et carburants) et aux matériaux et produits mis en œuvre sur le chantier (peintures, solvants, huiles, colles).
- Les feux (brûlages de déchets, palettes, ...) sont interdits sur le chantier.
- Les découpages de polystyrène expansé, de laines minérales sur le chantier sont évités ou à défaut sont pratiqués dans un local fermé et les déchets balayés rapidement pour éviter leur propagation.

7. CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

- Le responsable chantier propre, choisi au sein de l'entreprise du lot gros œuvre, à défaut le conducteur de travaux, et identifié auprès de la Maîtrise d'Œuvre, assure le contrôle des engagements contenus dans la présente charte, et communs à l'ensemble des entreprises. Un adjoint à ce responsable est également désigné pour assurer la continuité absolue de cette tâche.
- Il organise, en concertation avec la Maîtrise d'Œuvre, l'information pratique des riverains du chantier (horaires du chantier, informations ponctuelles sur des nuisances particulières et notamment communication sur les nuisances sonores,...), et participe aux réunions d'information et de présentation du chantier et de la démarche « Chantier Propre » organisées par le Maître d'Ouvrage ou ses représentants. Des tracts d'information pratique pour les riverains sont rédigés et distribués dans les boîtes aux lettres par les entreprises dans les phases susceptibles de générer des nuisances.
- Il reçoit les éventuelles doléances des riverains et assure la gestion et le suivi des plaintes. Ses coordonnées sont affichées sur les compte-rendus de réunion de chantier et dans le local chantier.
- Il effectue le suivi des filières de traitement et des quantités de déchets (collecte des bordereaux de suivi des déchets, contrôle de la destination des déchets).
- Un référent chantier propre est désigné au sein de chaque lot en début de chantier. Il est responsable, pour l'ensemble des entreprises intervenant dans le lot, des engagements contenus dans la présente charte et de l'information auprès des ouvriers et autres intervenants des dites entreprises. Ces référents doivent transmettre les informations au responsable général du chantier lot Gros Œuvre.
- Concernant les chantiers de réhabilitation, un référent interface locataire doit être clairement identifié pour chaque entreprise. Durant la phase préparatoire celui-ci présente un mode opératoire spécifique concernant l'intervention dans les logements précisant la durée d'intervention, le déroulement des travaux, les précautions mise en oeuvre et les modalités de prises de contact avec les occupants. Un paragraphe spécifique existe dans le compte rendu.
- Les référents désignés doivent être présents sur le chantier pendant toute la durée de l'intervention de leur entreprise ou sous-traitant(s).
- Dans le compte rendu hebdomadaire de chantier, la Maîtrise d'Œuvre fait état de la propreté et de la qualité environnementale du chantier. Un paragraphe spécifique existe dans le compte rendu.

8. SENSIBILISATION DES PERSONNELS DU CHANTIER

- Toutes les personnes travaillant sur le chantier doivent être informées de la démarche « Chantier Propre » décrite dans la présente charte.
- Les entreprises doivent permettre à leurs employés de se former à la démarche en consacrant quelques heures de sensibilisation à la démarche en début de leur intervention sur le chantier.
- L'ensemble de ces dispositions permettent notamment d'entretenir le meilleur climat de convivialité avec les occupants, dans le cadre d'opérations de réhabilitations, et à faciliter l'intervention des compagnons. C'est pourquoi leur implication est primordiale.
- Toutes nouvelles entreprises arrivant sur le chantier doivent être informées des prescriptions mises en place et s'engager à les respecter.

9. PENALITES

Des pénalités seront appliquées en cas de :

- Non-respect des horaires du chantier, et notamment des interdictions de circuler à certaines heures. Pénalité de 150 euros HT / jour où les horaires ne sont pas respectés ;
- Non présentation/non-respect du mode opératoire dans les logements. Pénalité de 150 euros HT / jour, dans le cadre d'opérations de réhabilitation ;
- Non-respect des niveaux sonores maximaux autorisés. Pénalité de 500 € HT/ jour ;
- Non-évacuation à temps des bennes portant atteinte au bon fonctionnement du tri. Pénalité de 150 euros HT / jour à l'entreprise du lot Gros Œuvre. Cette pénalité s'appliquera à compter de la constatation de la faute et jusqu'à ce que le Maître d'Ouvrage ait constaté la mise en place de mesures correctives. La responsabilité de l'entreprise du lot gros œuvre dans l'application de cette charte s'étend à toute la durée du chantier ;
- Absence de nettoyage du chantier. Le nettoyage par un prestataire extérieur sera facturé à l'entreprise fautive si elle est identifiée, ou aux entreprises solidairement responsables ;
- Non-respect du tri sélectif : facturation du surcoût par le prestataire externe ;
- Chaque entreprise accepte le principe d'application des pénalités en cas de non-respect des exigences décrites dans le présent document.

Nota : Dans le cadre d'opérations de réhabilitation, les prestations décrites comme étant affectées au lot gros œuvre, seront prises en charge, en substitution, par le lot revêtement de façades ou Isolation thermique par l'Extérieur.